

en allégeant l'impôt sur la fortune et l'impôt sur les revenus du Capital de plus de 5 milliards il vient peut être au secours des malheureux??

De même Macron et son gouvernement affirment qu'il vaut mieux un petit boulot que rien du tout et dans le même temps supprime des milliers d'emplois aidés et jette au chômage ces travailleurs, obligeant certaines associations à fermer et plongeant les collectivités locales dans de grandes difficultés.

Oui nous sommes légitimes pour contester cette politique. Non Macron n'a pas été élu pour appliquer cette politique. Son élection s'est faite sur une abstention record et aussi sur une adhésion par défaut face au péril de l'extrême droite.

En Corse, nous rentrons encore en campagne électorale et une nouvelle fois ce sont les questions institutionnelles qui dominent le débat. Collectivité unique, autonomie, statut de résident, langue Corse obligatoire pour avoir un emploi et j'en passe. Ça fait 40 ans qu'on nous pollue sur ces questions sans vraiment répondre aux vrais problèmes des CorSES. Le silence assourdissant de la majorité territoriale sur la loi travail comme son soutien à la loi El Khomry sont édifiants et consternants. Est ce que c'est l'autonomie qui nous permettra de récupérer les 50 millions manquants pour l'hôpital de Bastia? Qui permettra de construire les milliers de logements sociaux manquants augmenter les salaires ou faire baisser les prix?

Est ce un nouveau statut pour la Corse qui permettra aux milliers de salariés précaires dans les services à la personne ou saisonniers d'avoir une vie normale?

Il nous faut poursuivre les explications et faire grandir la mobilisation pour que les questions sociales et d'emploi soient enfin au cœur du débat politique .

Pour cela et pour faire reculer Macron il faut multiplier les débats avec les salariés, ne pas se résigner et engager des luttes partout ou c'est possible. Ce 12 septembre constitue une 1ère étape encourageante; maintenant il faut continuer et l'amplifier partout et sans attendre. Une nouvelle mobilisation est annoncée pour le 21 septembre juste avant l'adoption des ordonnances en conseil des ministres. Réunissons nous dans chaque entreprise et service pour décider d'y participer dans la forme la plus rassembleuse.